

Le point de l'actualité de la semaine : 037/2023 :

**Par André Dulou 156^{ème} SR, responsable de la revue de presse
Défense de l'UNION-IHEDN**

A la une aujourd'hui :

Un contexte géopolitique favorable à la mutation du système monétaire (et financier) international : vers un modèle bipolaire ? (IRIS, le point de vue de Pierre Jaillet)

En quoi les contextes géopolitique et économique actuels replacent-ils la réforme du système monétaire international (SMI) au cœur des débats ?

Le terme de mutation semble ici plus pertinent que celui de « réforme », qui suggère un processus coopératif, alors que nous assistons à une modification des rapports de force internationaux défiant le rôle quasi-hégémonique du dollar. En outre, cette mutation concerne plus globalement le système monétaire et financier international (SMFI). À cet égard, si certains dirigeants, comme le président Lula, ont pu évoquer la possibilité d'une « monnaie commune » à l'occasion du sommet du groupe élargi des BRICS de Johannesburg, la déclaration diffusée à l'issue de ce sommet se borne à préconiser l'utilisation des monnaies locales dans les transactions commerciales et financières internationales et l'interconnexion des systèmes de paiement transfrontières. De fait, si l'adoption d'une monnaie commune par l'ensemble disparate des BRICS paraît illusoire au regard de leurs tailles, de la structure de leurs économies, de leurs divergences de politique économique – nul besoin de convoquer ici la théorie des zones monétaires optimales –, le développement de systèmes de paiement interbancaires alternatifs comme le réseau CIPS (China International Payments System) permet d'ores et déjà de sortir de la dépendance à l'égard du réseau SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) et du dollar. La guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie et son exclusion de SWIFT accélèrent naturellement le processus de dédollarisation. Des pays n'appliquant pas ces sanctions ont recours à d'autres devises de facturation – principalement le yuan – dans leurs transactions bilatérales, y compris dans leurs échanges de matières premières et de pétrole jusqu'à présent libellés en dollar (cf. les accords récents entre l'Arabie saoudite et la Chine). Notons que, bien avant la guerre en Ukraine, l'incitation à s'émanciper du dollar a été attisée par le renforcement des sanctions américaines contre l'Iran de 2018, exposant ses partenaires aux risques juridiques et financiers liés aux règles d'extraterritorialité imposées par les États-Unis.

La perspective d'un système monétaire international multipolaire est-elle réaliste ? Quelles seraient les conséquences économiques et financières d'une potentielle dédollarisation du monde ?

Une monnaie – qu'elle soit locale, nationale ou internationale – doit classiquement remplir trois fonctions : unité de compte, acceptée comme libellé des transactions commerciales et financières, moyen d'échange servant de véhicule pour ces transactions et enfin réserve de valeur pour les épargnants et investisseurs. Ces fonctions sont étroitement imbriquées. Le dollar domine le SMI actuel (60% des réserves de change, 70% des émissions de dette et près de 50% des facturations) car il reste le plus apte à remplir efficacement ces trois fonctions. Cette domination s'explique non seulement par son poids dans les transactions, y compris celles des firmes multinationales, mais aussi par la taille et de la liquidité de son marché financier, critère crucial pour les investisseurs internationaux privés et publics et le recyclage de

l'épargne excédentaire des grands pays exportateurs, notamment pétroliers (c'est aussi une des raisons du plafonnement du rôle international de l'euro, dont les marchés de capitaux demeurent fragmentés).

<https://www.iris-france.org/177965-un-contexte-geopolitique-favorable-a-la-mutation-du-systeme-monetaire-et-financier-international-vers-un-modele-bipolaire/>

-0-

Les actualités de défense, avec cet article, qui marque l'intérêt du ravitaillement longue distance :

Un seul A400M peut être suffisant pour « projeter » trois Rafale à 2600 km de leur base de façon autonome (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Mis notamment en avant à l'occasion de la mission PEGASE [Projection d'un dispositif aérien d'EnverGure en Asie du Sud-Est] menée en juillet avec dix Rafale, cinq avions ravitailleurs A330 MRTT « Phénix » et 4 appareils de transport A400M « Atlas », le concept opérationnel MORANE va être très probablement à la mode dans les semaines à venir, d'autant plus que l'armée de l'Air & de l'Espace [AAE] veut retrouver la capacité de disperser ses moyens aériens afin qu'ils soient moins vulnérables à d'éventuelles frappes ennemies.

Concrètement, le concept MORANE doit permettre de déployer des avions de combat avec l'empreinte logistique la plus légère possible, afin de gagner en réactivité. Ce qui suppose d'emporter uniquement le strict nécessaire. D'où l'expérimentation qui vient d'être menée à l'occasion de l'exercice aérien Eunomia 23, organisé en Grèce.

Ainsi, le 11 septembre, trois Rafale de la 4e escadre de chasse ont décollé de la base aérienne 113 de Saint-Dizier pour rejoindre Tanagra, à quarante kilomètres d'Athènes. Et, pour la première fois, explique l'AAE, un A400M « Atlas », appartenant à l'escadron de transport 4/61 « Béarn », a « convoyé des avions de chasse ».

Plus précisément, cet A400M a « assuré de manière autonome le convoyage des trois Rafale, pour les projeter à près de 2600 km » de leur base. En clair, explique un pilote du 4/61 « Béarn », ce convoyage a « permis de ravitailler les Rafale en vol et de transporter leurs lots techniques et leurs personnels pour que le détachement soit autonome sur place ».

<https://www.opex360.com/2023/09/15/un-seul-a400m-peut-etre-suffisant-pour-projeter-trois-rafale-a-2600-km-de-leur-base-de-facon-autonome/>

E-TRAP, l'arme à micro-ondes de Thales pour lutter contre les essaims de drones (Home FOB, Nathan Gain)

Le bouclier anti-drones français pourrait bientôt être renforcé d'une technologie sur laquelle Thales planche depuis plusieurs années : les armes à micro-ondes. Désormais mature, une solution souveraine baptisée provisoirement « E-TRAP » sera mise à l'épreuve l'an prochain lors d'un grand événement public.

Quelle parade face à la menace croissante que représentent les essaims de drones ? L'une des réponses privilégiées reste celle des armes à micro-ondes, ou « *High-Power Microwaves* » (HPM). Leur principe est simple : une antenne émet une impulsion électromagnétique très brève mais de forte puissance pour dégrader ou détruire les composants électroniques des systèmes adverses, stoppant net tout équipement un tant soit peu moderne.

Dans ce segment particulier des armes à énergie dirigée, la France est sur le point de rejoindre les quelques nations en pointe, que sont les États-Unis, Israël ou la Chine. L'effort engagé par Thales ne date pas d'hier, porté par un « *besoin identifié en France mais aussi dans d'autres pays ayant identifié la généralisation de ce type d'attaque en essaim* ». Dès 2019, le groupe présentait un démonstrateur industriel d'arme à micro-ondes aux armées françaises. Pari gagné, le succès de l'opération a permis de basculer sur un projet de technologies de défense (PTD) baptisé TUXEDO.

Soutenus par la Direction générale de l'armement (DGA), les travaux conduits par les équipes du site de Vélizy prenaient corps cette semaine au salon de défense londonien DSEI. Présenté pour la première fois sous forme de modèle réduit, l'arme à micro-ondes E-TRAP offrira plusieurs atouts face au spectre des essaims

<https://www.forcesoperations.com/e-trap-larme-a-micro-ondes-de-thales-pour-lutter-contre-les-essaims-de-drones/>

Fin de cours pour les matelots à Cherbourg (Défense, Marine nationale)

Le 15 septembre 2023 a marqué la fin des cours et le passage au grade de matelot pour les élèves de l'École des matelots à Cherbourg (EMAC).

Basée sur le site militaire de Querqueville et accueillant en moyenne 600 élèves par an, l'école a pour mission de recruter et former essentiellement des jeunes de niveau 3ème à bac+ 2 (17 à 30 ans).

Ce parcours unique, vise à faire d'eux des marins et leur donner les connaissances maritimes de base. Il prend la forme d'une formation initiale équipage (FIE) de 7 semaines les amenant à :

- comprendre les enjeux du savoir être militaire
- développer l'esprit d'équipage
- prendre goût à l'effort

Durant ce temps d'école ils découvriront les aspects du métier de marin d'État selon 4 grands pôles d'enseignements :

- la formation militaire incluant l'apprentissage des armes
- la sécurité à bord des navires et les gestes de premiers secours
- les connaissances maritimes nécessaires avant d'embarquer
- l'entraînement physique militaire et sportif

De quoi préparer les élèves au rudiment du métier de marin et à l'exigence du monde militaire.

<https://www.defense.gouv.fr/marine/actualites/fin-cours-matelots-cherbourg>

Les relations internationales :

La géopolitique du pape François est-elle un défi à l'ordre atlantique ? Première partie Le pape François face à l'Occident (Diploweb, Thomas Tanase)

LE PAPE François, dix ans après son élection au trône pontifical en 2013, reste une figure populaire. Son avènement a suscité beaucoup d'espoir, et a donné l'impression d'un vent de renouveau, avec l'arrivée pour la première fois au sommet de l'Église catholique d'un pasteur venu des grandes métropoles du Sud – c'est-à-dire non seulement un pape venu d'un autre horizon que celui de l'Occident, avec son histoire et ses *habitus* mentaux et sociaux, mais aussi un pape habitué à côtoyer dans son quotidien toutes les religions et les communautés du monde. Cependant, les choses

ne se sont guère améliorées pour l'institution pontificale depuis une dizaine d'années. Populaire en dehors, le pape François a de nombreux adversaires au sein du monde catholique. Il est souvent critiqué pour ses prises de position, tandis que la crise du catholicisme s'est aggravée. Surtout, à l'heure où l'affirmation de la Chine et le retour de la Russie ont finalement débouché sur un véritable conflit qui remet en cause les règles de la globalisation posées dans les années 1990, conflit dont la première grande bataille se joue actuellement en Ukraine, la diplomatie pontificale semble ne plus savoir quoi faire.

Pourtant, on ne peut pas reprocher au pape François de ne pas avoir vu venir les choses : le pontife parlait déjà en août 2014 d'une troisième guerre mondiale « *a pezzi* », par morceaux, expression reprise solennellement lors des commémorations pontificales du centenaire de la Première Guerre mondiale [1]. Elle a été utilisée à de nombreuses reprises par le pape François, et notamment lors de la relance de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, même s'il a fini par se demander s'il ne faudrait pas « à présent parler de guerre totale » [2]. Il n'en reste pas moins que le pape François s'est retrouvé complètement débordé par l'invasion de l'Ukraine par la Russie de 2022 et l'accélération des événements qu'elle marque. Toute la diplomatie qu'il a mise en place depuis dix ans pour prévenir cette situation a été entièrement prise à contre-pied. Plus encore, le pape François se retrouve piégé par une contradiction fondamentale : celle entre le centre institutionnel, historique de l'Église catholique, qui reste situé dans un Occident de moins en moins chrétien, recompacté, au moins pour le moment, par la guerre en Ukraine, et la réalité d'un cœur du monde catholique qui bat de plus en plus du côté des pays du Sud et dont François est si bien le représentant.

<https://www.diploweb.com/La-geopolitique-du-pape-Francois-est-elle-un-defi-a-l-ordre-atlantique-Premiere-partie-Le-pape.html>

Soudan : cette autre guerre dévastatrice dont personne ne parle (Les Crises, Tom Dispatch, Priti Gulati Cox et Stan Cox)

Trois mois de combats au Soudan entre l'armée et un groupe paramilitaire appelé le *Rapid Support Force* (RSF) [Force d'appui rapide] ont fait au moins 3 000 morts et 6 000 blessés. Plus de deux millions de personnes ont été déplacées au sein du pays, tandis que 700 000 autres ont fui vers les pays voisins. Selon l'Organisation mondiale de la santé, deux tiers des équipements sanitaires de Khartoum, la capitale, et dans les autres zones de combat, sont désormais hors service. De sorte qu'on estime le nombre de morts et de blessés plus élevé que celui enregistré, et que, depuis des jours, des corps sont en décomposition aussi bien dans les rues de la capitale, que dans les villes et villages de la région du Darfour.

Pratiquement tous les ressortissants étrangers, sont partis depuis longtemps déjà, y compris les diplomates et le personnel des ambassades. Selon Al-Jazeera, des centaines ou des milliers de Soudanais qui étaient en attente d'une demande de visa, se sont retrouvés, au lieu de cela, coincés entre les deux feux, leurs passeports enfermés à l'intérieur des ambassades désormais abandonnées. Selon des chefs de tribus non arabes, la RSF et des milices arabes locales se sont livrées à des tueries de masse, violant les femmes et les filles, et pillant et incendiant les maisons et les hôpitaux, dans la région du Darfour. Plus tôt ce mois-ci, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Martin Griffith a déclaré à l'*Associated Press* : « Si j'étais soudanais, je trouverais difficile d'imaginer que ce n'est pas une guerre civile [...] de la catégorie la plus brutale qui soit. »

Selon les Nations Unies, la moitié de la population du pays a désormais besoin d'une aide humanitaire, soit un nombre record de 25 millions de personnes. Et pire encore, la moitié d'entre eux sont des enfants, dont beaucoup étaient déjà dans le besoin avant que la guerre n'éclate. Tragiquement, le réchauffement climatique ne fera qu'aggraver leur détresse. Parmi les 185 états de la Notre Dame Global Adaptation Initiative, le Soudan est considéré comme le 6e pays le plus vulnérable au changement climatique.

<https://www.les-crises.fr/soudan-cette-autre-guerre-devastatrice-dont-personne-ne-parle/>

Chine : ce que signifie la "disparition" du ministre de la Défense (Asialyst, Alex Payette)

Et de deux ! En l'espace de deux mois et demi, un second membre clé du gouvernement chinois est porté disparu. Après le ministre des Affaires étrangères Qin Gang, c'est son collègue de la Défense, Li Shangfu, qui manque à l'appel. Cela déjà fait plus de deux semaines. Selon l'ambassadeur américain au Japon, Li serait assigné à résidence. Comment expliquer cette nouvelle « disparition » ? Que penser de cette accumulation « d'absences » au plus haut niveau ? Au moment de la rédaction de cet article, le ministre chinois de la Défense, Li Shangfu, a disparu depuis plus de deux semaines. Il ne s'est pas présenté à plusieurs réunions importantes et a été vu pour la dernière fois le 29 août à Pékin, lors du Forum Chine-Afrique sur la paix et la sécurité (中非和平安全论坛). Il a également annulé sa participation à une réunion annuelle avec les dirigeants de la défense vietnamienne. Son absence prolongée a conduit Reuters à suggérer que Li était peut-être à l'heure actuelle assigné à résidence. D'autres ont suggéré que Li avait été emmené pour un « *interrogatoire plus approfondi* » dans le cadre d'un renouveau de la « lutte anticorruption » qui secoue la Force des missiles de l'Armée populaire de libération (APL). Li a passé la majeure partie de sa carrière au sein du Département général de l'Armement (总装备部). Il a servi sous l'ancien ministre de la Défense Chang Wanquan (常万全), un associé de l'ancien président Hu Jintao, avant d'être recruté par Zhang Youxia (张又侠), le principal allié de Xi Jinping au sein de l'appareil de l'APL, après le XVIIIème Congrès du Parti en novembre 2012. En août 2017, Li Shangfu a ensuite été promu chef du département du Développement des Équipements (委装备发展部) par Zhang Youxia, premier vice-président de la Commission militaire centrale. Cette promotion lui a garanti une place au Comité central du XIXème Congrès du Parti. C'est également grâce au soutien continu de Zhang que Li a été élu à la Commission militaire centrale lors du XXème Congrès du Parti. Sa relation étroite avec Zhang rend donc sa disparition soudaine quelque peu curieuse.

LA PROBLÉMATIQUE DE LA FORCE DES MISSILES

Lorsqu'on revient sur la carrière de Li au sein du département de l'Armement et du département du Développement des Équipements, l'hypothèse selon laquelle il aurait été emporté par le tourbillon anticorruption qui « rectifie » actuellement la Force des missiles de l'APL pourrait faire sens. Plus encore, sa disparition et potentielle mise en examen seraient la prochaine étape logique après la disparition de divers responsables de la Force des missiles comme Li Yuchao (李玉超), Ju Gansheng (巨乾生), Shang Hong (尚宏), Liu Guangbin (刘光斌), Zhang Zhenzhong (张振中), Wei Fenghe (魏凤和), Zhang Fusheng (张福生) et la mort de Wu Guohua (吴国华).

<https://asialyst.com/fr/2023/09/16/chine-signifie-disparition-li-shangfu-ministre-defense>

Sur le plan de l'économie, cet article relatif à la construction des batteries électriques :

La start-up française Verkor lève 2 milliards d'euros pour une gigafactory de batteries électriques (Théo Bourgery-Gonse | EURACTIV France | translated by Anna Martino)

La start-up française spécialisée dans les batteries électriques, Verkor, a annoncé jeudi (14 septembre) avoir levé « *plus de 2 milliards d'euros* » pour la construction d'une nouvelle gigafactory à Dunkerque. La France, qui contribuera à hauteur d'environ 650 millions d'euros, rentre définitivement dans la course de la « clean tech » face à la Chine.

En plus d'une gigafactory, l'entreprise, créée en 2020 et spécialisée dans les batteries électroniques, s'engage à accélérer « *la production de cellules de batteries bas-carbone et haute performance* », souligne son communiqué de presse.

Sur les 2 milliards d'euros, 850 millions proviennent d'une série C – levée de fonds pour des entreprises déjà matures, qui cherchent à atteindre des nouvelles économies d'échelle – avec le soutien d'une dizaine d'acteurs privés dont Crédit Agricole Assurance, bpifrance ou encore Macquarie Asset Management.

En outre, un « partenariat commercial de long terme » a été signé avec Renault Group. 600 millions d'euros supplémentaires ont été obtenus sous forme de financement bancaire auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les 650 millions d'euros restants viendront de subventions de l'État, sous réserve d'approbation par la Commission européenne.

« *Ce soutien financier associé à la présence de partenaires importants et au partenariat commercial de long terme avec Renault Group, démontre la crédibilité du projet de Verkor* », a déclaré l'entreprise, qui parie sur la création de 1 200 emplois directs.

Cette annonce « *contribuer[a] pleinement à la souveraineté européenne en matière de mobilité électrique et de stockage d'énergie* », ajoute le communiqué.

La célébration ne s'est pas fait attendre au plus haut niveau de l'État : « *Avec le soutien de France 2030 et de l'Union européenne, c'est un nouveau record pour une start-up française. La France attire, se réindustrialise, décarbone son économie, crée des emplois !* », a lancé le président français Emmanuel Macron sur X (ex-Twitter).

Même effervescence de la part de Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie : « *Notre objectif : faire de la France le leader de la batterie électrique !* », a-t-il posté.

<https://www.euractiv.fr/section/transport/news/la-start-up-francaise-verkor-leve-2-milliards-deuros-pour-une-gigafactory-de-batteries-electriques/>

Elisabeth Borne autorise les distributeurs à vendre les carburants "à perte" durant quelques mois (Capital,avec AFP)

Vendre à perte, vraiment ? La Première ministre Elisabeth Borne a annoncé que les distributeurs pourront vendre de l'essence "à perte" pendant quelques mois afin de leur permettre de "baisser davantage les prix", dans un entretien mis en ligne samedi 16 septembre sur le site du Parisien. "Avec cette mesure inédite, nous aurons des

résultats tangibles pour les Français, sans subventionner le carburant", a-t-elle assuré, après avoir rappelé que la vente à perte était interdite par la loi depuis 1963.

La cheffe du gouvernement n'a pas retenu les propositions de l'opposition qui réclament soit une ristourne comme il y a un an, soit une baisse de la taxation de l'essence pour faire face à la flambée des prix du carburant qui ont atteint la barre de deux euros le litre. "Chacun prend sa part", a-t-elle affirmé, assurant qu'il "est normal de mettre à contribution les gros industriels", tout en en rappelant que "la responsabilité de l'État, c'est aussi de baisser son déficit et sa dette".

<https://www.capital.fr/economie-politique/elisabeth-borne-autorise-les-distributeurs-a-vendre-les-carburants-a-perte-quelques-mois-1479407>

Remédiation d'une cyberattaque en 5 étapes (Economie matin, Ketty Cassamajor)

Garder une longueur d'avance sur les hackers, en partant du principe que les brèches sont inévitables et en adoptant un état d'esprit Zero Trust, est donc primordial. A cette fin, la mise en place d'un processus cyclique et permanent de remédiation en cinq étapes permet aux entreprises de mieux se protéger après chaque incident et peut réduire de manière significative les dommages et risques associés pour leurs environnements.

Étape 1 : Identifier les vulnérabilités

Lorsqu'une équipe de sécurité découvre une brèche, elle doit réagir sans délai et commencer par déterminer l'état d'avancée de l'attaque et son origine. Il lui faut également identifier la vulnérabilité qui a été utilisée pour accéder au système et retracer les actions de l'intrus. Les schémas d'attaque les plus souvent utilisés changent assez régulièrement, mais dans la plupart des cas, les hackers tirent profit de carences ou ciblent un employé permettant inconsciemment la brèche.

Étape 2 : Mener une enquête approfondie sur la brèche

S'il est essentiel de commencer par identifier le point d'attaque, il faut ensuite creuser pour mieux comprendre la situation dans son ensemble. C'est là que doit intervenir une équipe interne de réponse aux incidents ou un expert externe. Leur objectif est d'examiner les résultats de l'analyse et les données afin de retracer le cheminement de la brèche. Les enquêteurs recherchent alors des informations sur les contrôles ou les identités compromis, ainsi que sur les vulnérabilités exploitées. La corrélation des données provenant des systèmes, des comptes et des utilisateurs permet de comprendre l'attaque et son impact sur l'entreprise en se posant également des questions concrètes : **quelles données ont été exposées ? L'attaque est-elle toujours active ?**

<https://www.economiamatin.fr/remediation-cyberattaque-etapes-solutions-piratage-securite-entreprise-cassamajor>

Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :

Plan 20 » : la gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine présente son action pour la filière viti-vinicole (Gendinfo, Chef d'escadron Charlotte Desjardins)

Le 12 septembre 2023, au cœur de l'emblématique cité du Vin, à Bordeaux, le général de corps d'armée Samuel Dubuis, commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-

Aquitaine, a présenté aux acteurs du monde viti-vinicole local les 20 mesures du plan de la gendarmerie pour la filière.

216 000 hectares de vigne en production, 1,6 milliard de litres produits par an pour 7 milliards d'euros de valeur marchande, tel est le poids de la filière viti-vinicole en Nouvelle-Aquitaine, première région viticole de France et d'Europe en termes de valeur. Par ailleurs, avec près de 13 000 exploitations viticoles, environ 54 000 emplois directs et 66 000 emplois indirects, cette région est le premier employeur viti-vinicole de France. Que ce soit du côté des vins ou de celui des spiritueux, la filière, incontournable du paysage local et véritable richesse de nos terroirs, présente de nombreux enjeux de sécurité pour la gendarmerie. Par ailleurs, l'agrandissement récent des contours de la Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine (RGNA), qui vient épouser ceux de la région administrative, place dans son giron davantage de vignobles.

Une nouvelle région, de nouveaux enjeux

Compte tenu de la singularité de la région à propos de cette filière et de l'importance des enjeux actuels et à venir, le commandant de région, le général de corps d'armée (GCA) Samuel Dubuis, a impulsé une dynamique nouvelle afin de travailler sur une stratégie régionale. Celle-ci implique une logique plus globale autour des différents bassins viticoles, s'appuyant notamment sur les bonnes pratiques déjà menées dans les Groupements de gendarmerie départementale (GGD) de Gironde et de Charente depuis plusieurs années. Sept départements ont été identifiés avec une présence forte de la filière, à savoir la Charente-Maritime, la Dordogne, le Lot-et-Garonne, les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, en plus de la Gironde et de la Charente. Ce territoire recouvre invariablement des vignobles divers, dont les productions vont des vins de Bordeaux ou de Bergerac au Cognac en passant par le Pineau des Charentes.

Réassurer les professionnels de la filière viti-vinicole dans un esprit de co-construction, tel est l'objectif que la RGNA s'attache à poursuivre à travers ce « Plan 20 ».

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/plan-20-la-gendarmerie-de-nouvelle-aquitaine-presente-son-action-pour-la-filiere-viti-vinicole>

Et ces articles de fond et d'actualité

Pour une analyse géographique des catastrophes : le cas du séisme du 8 septembre au Maroc (The Conversation, David Goeury)

Le terrible séisme survenu au Maroc dans la nuit du 8 au 9 septembre 2023 nous rappelle la nécessité de procéder à une analyse géographique des catastrophes pour comprendre comment peut se déployer une aide d'urgence.

La polémique stérile sur l'aide internationale est venue masquer la réalité du territoire touché et les spécificités du déploiement des secours d'urgence en zone de haute montagne. L'émotion, les élans de générosité et l'incompréhension de réalités territoriales complexes ont nourri des discours particulièrement confus.

Des montagnes en pleine transformation

Avant toute chose, il s'agit de bien comprendre la transformation accélérée des territoires impactés. L'épicentre du tremblement de terre se trouve à quelque 70 km au sud de Marrakech, au cœur du Haut-Atlas marocain, une vaste zone de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres toujours décrite comme pauvre, reculée, oubliée, figée dans un présent ethnographique.

Loin de l'iconographie coloniale qui nourrit aujourd'hui les imaginaires touristiques, ces régions n'ont pas été oubliées par les autorités marocaines et ont connu de profondes transformations.

Au cours des deux dernières décennies, l'État marocain a lourdement investi dans des infrastructures particulièrement coûteuses du fait des reliefs. La région a été dotée de routes rurales, de réseaux d'eau potable, de réseaux électriques, de barrages, d'écoles, de lycées, de dispensaires.

L'État a soutenu le développement d'une agriculture qui fait la part belle à l'arboriculture mais aussi d'un tourisme rural par la multiplication de gîtes et d'hôtels autour du massif du Toubkal et, depuis 2008, du barrage de Ouirgane. L'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) lancée en 2005 a permis aux communes de bénéficier d'importants soutiens financiers pour des projets spécifiques comme le transport scolaire, les ambulances mais aussi le développement de nombreuses coopératives et associations.

<https://theconversation.com/pour-une-analyse-geographique-des-catastrophes-le-cas-du-seisme-du-8-septembre-au-maroc-213668>

Drogue du zombie : la France est-elle vraiment à l'abri ? (Revue Conflits, Jean-Yves Bouffet)

La diffusion de deux vidéos censées montrer des personnes ayant consommé de la xylazine, ou « drogue du zombie », déambulant dans une ville française a fait polémique^[1]. Si ces vidéos sont manifestement fausses, et ne sont d'ailleurs pas les premières du genre^[2], il ne faudrait cependant pas écarter trop vite la possibilité de l'arrivée de cette drogue en France.

L'usage de la xylazine à titre récréatif est devenu un problème de santé publique aux États-Unis. Pour être précis, ce produit, qui est à la base un sédatif vétérinaire, n'est pas une drogue en tant que telle, mais un agent de coupe, généralement associé à des opioïdes comme l'héroïne et surtout le fentanyl. L'arrivée de ce produit est un facteur aggravant à la crise préexistante des opioïdes qui sévit chez l'Oncle Sam depuis plusieurs années. D'ailleurs, le président Joe Biden a déclaré en personne au mois d'avril de cette année que « *la drogue la plus mortelle ayant jamais menacé notre pays, le fentanyl, est désormais rendue encore plus mortelle par la xylazine* »^[3].

Un produit aux effets spectaculaires et mortels

Ses effets secondaires peuvent être spectaculaires, à l'exemple de ces vidéos originaires des États-Unis, véridiques cette fois-ci, montrant des gens qui s'effondrent brutalement alors qu'ils sont dans un bus ou en pleine rue. Il provoque également des lésions qui entraînent des plaies et des nécroses, avec un risque d'amputation à la clef. D'autres conséquences sont moins visibles, mais tout aussi graves, et surtout, le produit augmente le risque d'overdose mortelle, car il n'est pas réactif aux antidotes existants. D'ailleurs, le nombre d'overdoses mortelles dues à la xylazine a été multiplié par 13 entre 2018 et 2022 chez l'Oncle Sam.

L'usage de ce produit est apparu à Porto Rico dans les années 2000, avant de se répandre aux États-Unis « continentaux » dans les années 2010.

<https://www.revueconflits.com/drogue-du-zombie-la-france-est-elle-vraiment-a-labri/>

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso forment l'Alliance des États du Sahel et nouent un pacte de défense collective (OPEX 360, Laurent Lagneau)

En janvier 2017, alors membres du G5 Sahel, le Mali, le Burkina Faso et le Niger annoncèrent la création d'une « Force multinationale de sécurisation du Liptako-Gourma » [FMS/LG], sur le modèle de la Force multinationale mixte [FMM] qui avait été mise en place par quelques temps plus tôt par les pays du bassin du Lac Tchad [Nigeria, Cameroun, Niger et Tchad] pour combattre le groupe jihadiste Boko Haram. « Nous avons décidé [...] de la mutualisation de nos moyens de renseignements, de nos capacités [militaires] opérationnelles pour faire face à la situation sécuritaire » dans le Liptako-Gourma [c'est à dire la région des « trois frontières », ndlr] avait en effet expliqué Mahamadou Issoufou, alors président du Niger.

Seulement, quelques semaines plus tard, le G5 Sahel relança l'idée d'établir une force conjointe [FCG5S] afin de lutter plus efficacement contre les groupes jihadistes de la région, en alignant sept bataillons [soit 5000 soldats] fournis par les États membres et déployés selon trois fuseaux [ouest / centre / est].

<https://www.opex360.com/2023/09/17/le-mali-le-niger-et-le-burkina-faso-forment-l'alliance-des-etats-du-sahel-et-nouent-un-pacte-de-defense-collective/>

Parus au journal officiel :

Décret n° 2023-882 du 16 septembre 2023 portant création d'une contravention réprimant le fait de chasser en état d'ivresse manifeste

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048080080>

Décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 relatif à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048074370>

Décret n° 2023-866 du 11 septembre 2023 portant application de l'article L. 211-11-1 du code de la sécurité intérieure à la visite du Pape François à Marseille

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048059395>